Médiévales

Langues, Textes, Histoire

57 | automne 2009

Langages politiques, XII^e-XV^e siècle

Les langages politiques au Moyen Âge (XII^e-XV^e siècle)

Political languages in the Middle Ages

Aude Mairey

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/medievales/5797>

DOI : 10.4000/medievales.5797

ISSN : 1777-5892

Éditeur

Presses universitaires de Vincennes

Édition imprimée

Date de publication : 20 décembre 2009

Pagination : 5-14

ISBN : 978-2-84292-241-2

ISSN : 0751-2708

Référence électronique

Aude Mairey, « Les langages politiques au Moyen Âge (XII^e-XV^e siècle) », *Médiévales* [En ligne], 57 | automne 2009, mis en ligne le 18 janvier 2012, consulté le 22 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/medievales/5797> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/medievales.5797>

Tous droits réservés

Aude MAIREY

LES LANGAGES POLITIQUES AU MOYEN ÂGE (XII^e-XV^e SIÈCLE)

Le politique au Moyen Âge n'existe pas, du moins en tant que champ autonome de l'univers intellectuel et mental des contemporains. Certains médiévistes le réaffirment régulièrement avec force : Alain Guerreau en particulier, dans *L'avenir d'un passé incertain*¹, s'évertue à rappeler qu'il ne peut y avoir d'histoire politique au Moyen Âge, dans le sens où tout ce qui s'y passe ne peut être vu que dans le cadre du christianisme médiéval et que « le substantif *politique* [...] est un "macroconcept" étroitement lié à la société européenne contemporaine, dont il désigne synthétiquement un ensemble, très intriqué et organisé, de représentations, d'institutions et de stratégies »². Il est évident que, dans le sens où l'entend Guerreau, il est fallacieux de parler de politique au Moyen Âge.

Ce questionnement renvoie bien sûr à ce qui est un des plus grands problèmes épistémologiques – si ce n'est le plus grand – auquel sont confrontés les historiens et tous ceux qui s'occupent des sociétés du passé : comment analyser ces dernières dans leur dynamique propre, en utilisant des concepts qui ne peuvent qu'être connotés dans le cadre de la société dont nous faisons partie ? En pratique, il est impossible de ne pas faire usage de nos propres concepts pour tenter d'analyser des sociétés complètement autres. Marc Bloch l'écrivait déjà dans son *Apologie pour l'histoire*³. L'essentiel n'est sans doute pas de tout rejeter en bloc, mais bien de définir le mieux possible ce que l'on met derrière ces concepts et de toujours effectuer un retour

1. A. GUERREAU, *L'avenir d'un passé incertain*, Paris, 2001.

2. *Ibid.*, p. 262.

3. M. BLOCH, *Apologie pour l'histoire*, rééd. Paris, 1997. La bibliographie est immense sur la question et il n'est pas question ici de réinventer le fil à couper le beurre. Mais pour des réflexions récentes sur la question, voir P. BOUCHERON, « Au risque de l'anachronisme. Introduction à la deuxième journée du programme "L'espace public au Moyen Âge", 31 mai 2005 », en ligne sur le site du LAMOP (<http://lamop.univ-paris1.fr/lamop/LAMOP/espacepublic/index.htm#31mai>).

critique et réflexif sur leur utilisation et les analyses qui y sont liées. Ces quelques remarques introductives ne constituent pas une simple *captatio benevolentiae*. Car il est vrai que, trop souvent encore, certains travaux historiques, quelle que soit leur valeur intrinsèque, ne prennent pas en compte la nécessité de ce retour réflexif. Or, la question est particulièrement sensible dans le domaine du politique. Les affirmations d'Alain Guerreau, si elles ne doivent pas forcément être prises au pied de la lettre, constituent pourtant une mise en garde salutaire pour quiconque s'intéresse de près ou de loin à ce domaine.

Revenons donc à la question des langages politiques. Il se trouve que quelques éléments conduisent à pouvoir évoquer l'émergence de langages politiques dans les derniers siècles du Moyen Âge – ou, tout au moins, de langages qui s'inscrivent dans le cadre d'une communication axée sur des rapports de pouvoir et sur la notion de gouvernement, au sein de la société chrétienne. Nous entendrons donc ici le mot « politique » dans une acception assez large. Cette émergence est liée, bien sûr, aux transformations profondes de l'exercice du pouvoir et de la domination dans les derniers siècles du Moyen Âge. Ces transformations ont été décrites, entre autres, dans le cadre du programme « Genèse de l'État moderne », initié par Jean-Philippe Genet depuis bientôt une trentaine d'années⁴. Bien que la notion soit controversée, elle garde une force heuristique importante dans le sens où l'idée matricielle du programme était bien de percevoir la dynamique propre de la société chrétienne occidentale dans tous ses aspects – rapports de pouvoir et de domination, rapports sociaux et économiques, rapports symboliques et culturels, etc. – dans leurs interactions et non comme des agrégats isolés. Que l'on adhère ou non à ce concept, c'est bien la dynamique de ces interactions et de leurs évolutions qui doit être analysée⁵. Le promoteur de ce programme a d'ailleurs lui-même explicité cette question. Et il a particulièrement insisté sur le fait que l'Église, qui est bien une institution globale selon l'expression célèbre de Jacques Le Goff, n'est en aucun cas exclue de cette dynamique : « La véritable originalité de l'Occident latin [...], c'est la réaction de l'Église à cette situation [la domination des masses paysannes par une aristocratie militaire] et sa propre construction en institution englobante dotée d'un formidable pouvoir symbolique. Pour autant, si cette construction a été un succès, elle n'a pas donné naissance à une structure politique unique [...], et c'est là ce qui a favorisé la lente émergence d'une sphère politique largement autonome »⁶.

Ces transformations profondes portent donc sur le développement d'états – royal, princier, urbain – concomitamment à la formation de sociétés

4. J.-P. GENET, « La genèse de l'État moderne : les enjeux d'un programme de recherche », *Actes de la Recherche en Sciences sociales*, 118, 1997, p. 3-18.

5. J.-P. GENET, « Le problème du pouvoir dans le Moyen Âge latin », dans F. SABATÉ et J. FABRÉ dir., *El poder a l'edat mitjà. VIII^e Curs d'Estiu Comtat d'Urgell, Balaguer*, 9, 10 i 11 de juliol 2003, Lérida, 2004, p. 21-42.

6. *Ibid.*, p. 26.

politiques, que l'on entende cette dernière notion dans un sens restreint (ceux qui participent à l'exercice du pouvoir) ou un sens large (la société dans son entier en tant qu'elle est concernée par les décisions prises par les élites dominantes)⁷. À ces transformations est liée celle du système de communication, c'est-à-dire un ensemble composé de médias, de langages et de codes acceptés⁸, lequel va pour une part relier les différents acteurs de la société politique. La dimension politique de ce système de communication en évolution n'est pas absente. De fait, beaucoup s'accordent à penser que, dans les derniers siècles du Moyen Âge, il y a bien une certaine autonomisation du politique, même si elle est encore relative et qu'elle est intimement liée à la construction par l'Église de son pouvoir symbolique. Mais les controverses sur la nature de la communication politique qui, je le répète, ne constitue qu'un aspect du système de communication global, sont grandes – liées notamment, mais pas seulement, à la manière dont on conçoit la société politique (restreinte ou élargie) et les notions corollaires d'opinion publique et d'espace public⁹. Ces controverses opposent parfois une communication verticale à une communication horizontale mais, plutôt que de les opposer, il serait fructueux de s'interroger sur les interactions entre les deux. C'est un des objectifs de ce recueil.

Certains aspects de la communication politique dans les derniers siècles du Moyen Âge ont été très étudiés, et continuent à l'être, en particulier ce que l'on pourrait appeler les aspects verticaux ou « descendants » de cette communication, que certains ont dans ce cadre assimilée à la propagande¹⁰ :

7. Pour des mises au point récentes, voir par exemple V. CHALET, J.-P. GENET, H. R. OLIVA HERRER et J. VALDEÓN BARUQUE dir., *La société politique à la fin du xv^e siècle dans les royaumes ibériques et en Europe. Élite, peuple, sujets ?*, Valladolid et Paris, 2007.

8. Voir notamment, pour une étude du système de communication médiéval d'ailleurs largement centrée sur l'Église, S. MENACHE, *The Vox Dei. Communication in the Middle Ages*, New York, 1990. Pour une définition en français, voir J.-P. GENET, « Histoire et système de communication », dans J.-P. GENET dir., *L'Histoire et les nouveaux publics dans l'Europe médiévale (XIII^e-XV^e s.)*, Paris, 1997, p. 11-29.

9. Voir notamment C. GAUVARD, « Introduction », dans *La société politique à la fin du xv^e siècle*, op. cit., p. 11-20. Sur les notions d'opinion et d'espace publics, voir notamment, outre les travaux de Bernard Guenée (qui décline une conception restreinte de la société politique), la thèse récente de Xavier NADRIGNY, *Information et espace public à Toulouse à la fin du Moyen Âge (v. 1330-1444)*, thèse de doctorat, Université de Paris I, 2006, ainsi que les communications en ligne des journées d'étude sur l'espace public organisées par Patrick Boucheron et Nicolas Offenstadt entre 2004 et 2006 (<http://lamop.univ-paris1.fr/lamop/LAMOP/lamopEE.htm>). Voir aussi la synthèse pénétrante de Claude GAUVARD, « Qu'est-ce que l'opinion publique avant l'invention de l'imprimerie ? », dans *L'opinion. Information, rumeur, propagande. Les Rendez-vous de l'Histoire, Blois, 2007*, Blois, 2008, p. 21-59.

10. Voir P. CAMMAROSANO dir., *Le forme della Propaganda Politica nel Due e nel Trecento*, Rome, 1994 et, pour une mise au point récente, J.-P. GENET, « Les langages de la propagande », dans *La société politique à la fin du xv^e siècle*, op. cit., p. 89-109, dont la définition est la suivante : « Pour le monde médiéval, il faut simplement considérer que le terme "propagande" s'applique aux messages qui ont une signification politique orientée et notamment une intention légitimante ou délégitimante, sans qu'il s'agisse forcément pour cela d'une entreprise, sinon de lavage de cerveau ou d'intoxication, du moins de communication intensive ! » (p. 89).

il s'agit surtout des discours et des rituels du pouvoir qui, dans tous les cas, ont une fonction légitimante essentielle. Je passerai rapidement sur les rituels, très étudiés et créateurs de controverses sur leurs fonctions comme sur leurs significations – la bibliographie est énorme, et ce quelle que soit l'école historique envisagée (française, américaine, allemande)¹¹. Il faut néanmoins souligner que des travaux récents ont élargi le champ d'investigation sur les rituels – qui ne sont plus seulement envisagés de manière verticale. On peut évoquer, notamment, les travaux récents portant sur les rituels de la justice¹².

Quant aux discours, un grand nombre d'entre eux ont également fait l'objet d'études. En dehors même des discours institutionnels et normatifs¹³ et des nombreuses études sur les traités polémiques, spécifiquement destinés à une « propagande » ciblée¹⁴, je ne mentionnerai que deux directions qui me paraissent importantes pour notre propos : il y a d'une part tout ce qui concerne la littérature « savante » (en latin mais aussi, de plus en plus à partir du XIV^e siècle, en langue vernaculaire), dans laquelle on observe, à la fin du Moyen Âge, une certaine autonomisation du politique, liée en partie à la redécouverte des grands textes d'Aristote, *Politique*, *Éthique* et *Économique*. Le parangon en est sans doute le *De regimine principum* de Gilles de Rome, découpé selon les trois livres aristotéliens et qui constitue la quintessence de la conception médiévale de l'art de gouverner¹⁵. La diffusion immense du *De regimine principum* suggère que cette littérature savante est néanmoins de plus en plus à la portée des élites laïques¹⁶. En témoignent aussi les grands programmes de traduction initiés par certains rois, en particulier ceux d'Alphonse X de Castille dans la seconde moitié du XIII^e siècle et de Charles V en France dans la seconde moitié du XIV^e¹⁷. Mais, dans un

11. Voir par exemple la mise au point – en partie polémique – d'Alain BOUREAU : « Ritualité politique et modernité monarchique », dans N. BULST, R. DESCIMON et A. GUERREAU dir., *L'État ou le roi. Les fondations de la modernité monarchique en France (XIV^e-XVII^e s.)*, Paris, 1996, p. 9-25. Voir aussi G. ALTHOFF, « Les rituels », dans J.-C. SCHMITT et O. OEXLE dir., *Les tendances actuelles de l'histoire du Moyen Âge en France et en Allemagne*, Paris, 2002, p. 231-242 et la réponse de Philippe BUC aux p. 265-268.

12. Voir par exemple C. GAUVARD et R. JACOB dir., *Les rites de la justice : gestes et rituels judiciaires au Moyen Âge*, Paris, 2000 (Cahiers du Léopard d'Or, 9).

13. Sur ces derniers, il faut mentionner les recherches récentes de Benoît GRÉVIN. Voir notamment son article « Les mystères rhétoriques de l'État médiéval. L'écriture du pouvoir en Europe occidentale (XIII^e-XV^e s.) », *Annales. Histoire, Sciences sociales*, 2008/2, 63^e année, p. 271-300.

14. Cf. N. PONS, « La défense du pouvoir royal dans la seconde moitié du XV^e siècle : l'héritage de Jean de Montreuil », dans *La société politique à la fin du XV^e siècle, op. cit.*, p. 65-87.

15. Voir M. SENELLART, *Les arts de gouverner. Du regimen médiéval au concept de gouvernement*, Paris, 1995 ; J. KRYNEN, *L'empire du roi. Idées et croyances politiques en France, XIII^e-XV^e siècles*, Paris, 1993.

16. Cf. C. BRIGGS, *Giles of Rome's De Regimine Principum. Reading and Writing Politics at Court and University, ca 1275-ca 1525*, Cambridge, 2003.

17. Sur Alphonse X, voir R. BURNS dir., *Emperor of Culture : Alfonso X the Learned of Castile and His Thirteenth-Century Renaissance*, Univ. of Pennsylvania, 1990 (en ligne à l'adresse suivante : <http://libro.uca.edu/alfonso10/emperor.htm>). Sur Charles V, voir notamment

cercle plus restreint, et en dehors des nombreuses études sur quelques auteurs considérés comme fondamentaux mais pas forcément très diffusés (Marsile de Padoue ou Guillaume d'Ockham par exemple), les travaux récents d'Alain Boureau ont également suggéré que les théologiens, en particulier ceux de la période d'intense développement de la scolastique, dans la seconde moitié du XIII^e siècle, avaient eu une véritable réflexion sur les rapports de pouvoir et sur l'État, qui a constitué une étape essentielle de la pensée des formes politiques¹⁸.

À l'autre bout de la chaîne, d'autre part, l'information au sein de la société et sa circulation ont également fait l'objet de nombreux travaux récents. Les actes du colloque *Information et société en Occident à la fin du Moyen Âge*, en particulier, montrent la vitalité des recherches actuelles en la matière, même s'ils mettent davantage l'accent sur la structuration et la circulation de l'information de haut en bas¹⁹. Philippe Contamine le souligne d'ailleurs dans sa conclusion : « Peut-être le plus difficile est-il de préciser la place exacte qu'occupait l'information, du haut en bas, de bas en haut, et aussi latéralement, dans l'esprit des gens de pouvoir [...] »²⁰, mais aussi, pourrait-on ajouter, dans l'esprit des autres composantes de la société. Et là se pose à nouveau toute la question d'un langage commun.

Si l'on veut envisager finement les interactions entre communication verticale et horizontale, il semble que certaines problématiques peuvent davantage être mises en avant – ou du moins approfondies. Il y a d'abord la question de la constitution d'un langage commun au plus grand nombre – c'est-à-dire qui ne concerne pas seulement les élites – sachant que ce langage commun ne peut exister que dans des langues vernaculaires, qui sont justement dans une période de développement intense (en tant que langues écrites), en lien avec le développement de la *literacy*, c'est-à-dire l'aptitude à lire et à écrire, à la fin du Moyen Âge²¹. Cette question dépasse bien sûr largement la sphère de l'écrit, l'oralité restant une donnée fondamentale de la société médiévale. Pour en revenir à l'écrit, il faut cependant soulever la question de la distinction entre discours et langage, deux notions particulièrement polysémiques et intrinsèquement liées. Nous envisageons ici le langage comme « un système de symboles quelconques, d'objets institués comme signes, permettant à des individus de communiquer entre eux », ce qui nous paraît en

F. AUTRAND, « La culture d'un roi : livres et amis de Charles V », dans *Perspectives médiévales*, 1995, p. 99-106.

18. A. BOUREAU, *La religion de l'État : la construction de la République étatique dans le discours théologique de l'Occident médiéval (1250-1350)*, Paris, 2006.

19. C. GAUVARD, C. BOUDREAU, K. FIANU et M. HÉBERT dir., *Information et société en Occident à la fin du Moyen Âge*, Paris, 2004. Voir aussi D. LETT, N. OFFENSTADT et P. COLLOMB dir., *Haro ! Noël ! Oyé ! : pratiques du cri à la fin du Moyen Âge*, Paris, 2003, ainsi que *La circulation des nouvelles au Moyen Âge, XXIV^e Congrès de la SHMESP*, Paris, 1994.

20. Ph. CONTAMINE, « Conclusion », dans *Information et société en Occident*, op. cit., p. 442.

21. Sur ces questions, voir J.-P. GENET, *La mutation de l'éducation et de la culture médiévales*, 2 vol., Paris, 1999.

adéquation avec le système de communication tel qu'il a été défini plus haut, même si nous resterons, dans le cadre de ce recueil, dans le domaine des signes linguistiques²². Quant au terme « discours », notion peut-être plus problématique encore, nous l'entendrons ici dans son sens le plus général (mais néanmoins linguistique) d'actualisation du langage. Derrière ces discours, dont la plupart ne sont, il le faut le souligner, pas constitués en tant que tels comme des discours politiques, on peut retrouver, peut-être, les codes d'un langage commun.

Il y a ensuite la question de la médiation permise par ces langages communs, intimement liée à la question des « intermédiaires », des voix qui ne sont pas celles des cercles les plus proches des cercles du pouvoir – ou au moins du pouvoir central –, des membres de la société politique qui ne participent pas à la prise de décision, du moins pas au niveau le plus élevé, mais qui sont partie prenante du système et peuvent exercer éventuellement (mais pas toujours) un type de pouvoir dans un contexte local ou – et c'est là un point fondamental – dans le cadre d'une représentation d'un pan plus large de la société, l'un n'allant d'ailleurs généralement pas sans l'autre. Ces voix se font parfois entendre dans des sources variées et soulèvent plusieurs questions cruciales. Sont-elles de simples porte-parole des discours descendants ? Ou bien ont-elles une fonction médiatrice réelle ? En d'autres termes, ne font-elles que relayer ou participent-elles à la constitution d'un véritable dialogue ? En corollaire, participent-elles réellement à la constitution de langages politiques communs ? Cela conduit à la question plus générale des acteurs de la fabrication de ces langages.

Cela dit, il faut bien prendre garde au fait que les nuances sont grandes, aussi bien dans l'espace que dans le temps. Les situations sont variées et changeantes – c'est d'ailleurs ce qu'une partie des articles de ce numéro s'efforcent de montrer. Mais avant d'envisager la variété et la dynamique de ces situations, il faut souligner que la position de ces voix est généralement complexe et non univoque, ce qui brouille fréquemment l'analyse. Je ne prendrai qu'un exemple pour illustrer mon propos, celui de la littérature dite « politique » (les guillemets sont employés volontairement), qui n'est pour ainsi dire jamais seulement politique. Bien sûr, il y a eu beaucoup d'études sur cette dernière, et notamment sur les miroirs au prince, considérés comme les parangons de cette littérature « politique », dans une perspective souvent purement intellectuelle et savante. Et pourtant... la réalité est un peu plus complexe, comme le suggèrent d'ailleurs de récentes études qui ont tenté de cerner cette notion de manière plus dynamique et plus axée sur la réception de ces textes²³. Un exemple permet de montrer concrètement la complexité,

22. Définition IC 1 du *Trésor de la Langue Française* en ligne (<http://www.cnrtl.fr/definition/langage>).

23. Voir notamment F. LACHAUD et L. SCORDIA dir., *Le Prince au miroir de la littérature politique de l'Antiquité aux Lumières*, Mont-Saint-Aignan, 2007.

et parfois l'ambivalence, de cette littérature, celui du *Regement of Princes* du poète anglais Thomas Hoccleve.

Thomas Hoccleve (v. 1367-1426) a été pratiquement toute sa vie clerc à l'office du Sceau Privé du roi d'Angleterre, un office où les lettres et les décisions du roi et du Conseil étaient mises au net et authentifiées par le Sceau privé avant d'être envoyées à leurs destinataires. Hoccleve était donc un scribe gouvernemental et de ce fait proche des milieux de pouvoir, mais il n'était pas lui-même un homme de pouvoir. En plus de cette activité professionnelle, il a beaucoup écrit, notamment pour de puissants patrons laïques, uniquement en anglais, dans des genres aussi variés que les poèmes dévotionnels, les ballades politiques, et même des textes « autobiographiques » (avec les guillemets d'usage)²⁴.

Son œuvre la plus importante est le *Regement of Princes*, un long poème de plus de 5 000 vers, affilié au genre des miroirs au prince²⁵. Ce texte a été composé vers 1411-1412 pour le prince Henry, qui ne sera cinquième du nom que l'année suivante, mais qui possède déjà un pouvoir considérable. Or, le *Regement* a parfois été qualifié d'ouvrage de propagande imitant bêtement ses sources, toutes des *best-sellers* de l'époque – le *De Regimine principum* de Gilles de Rome, les *Échecs moralisés* de Jacques de Cessoles et le *Secretum secretorum* du pseudo-Aristote. De fait, de nombreux passages réaffirment la légitimité de la dynastie des Lancastre, à la tête du royaume depuis 1399 après avoir éliminé Richard II Plantagenêt. Mais cette réaffirmation n'est pas servile pour autant, loin s'en faut, y compris dans la deuxième partie du texte, qui constitue le miroir proprement dit et dans laquelle Hoccleve présente les vertus nécessaires à un bon prince. Certes, il illustre ces vertus par des *exempla*, des histoires édifiantes, reprises de ses différentes sources. Mais ces dernières sont adaptées, et souvent dans le sens de la nécessité qu'a le roi de prendre conseil et de réfléchir mûrement avant de décider. De plus, il exprime des positions pour ainsi dire pacifistes, en contradiction assez nette avec la politique guerrière du prince Henry, futur vainqueur d'Azincourt en 1415²⁶. Surtout, la première partie du texte, généralement qualifiée de prologue²⁷, est constituée par un long dialogue entre le narrateur – qui se présente comme étant Hoccleve lui-même – et un vieil homme, dont on ne connaît pas le nom, qu'il a rencontré alors qu'il errait, hagar, dans la ville. Le narrateur est en effet passablement déprimé, parce

24. Sur Hoccleve, voir notamment J. BURROW, *Thomas Hoccleve, Authors of the Middle Age* 4, Aldershot, 1994 et N. PERKINS, *Hoccleve's Regement of Princes : Counsel and Constraint*, Cambridge, 2001.

25. Thomas HOCCLEVE, *The Regement of Prince*, C. R. BLYTH éd., Kalamazoo, 1999 (en ligne à l'adresse suivante : <http://www.lib.rochester.edu/camelot/teams/hocclint.htm>).

26. Cf. A. LYNCH, « Manly Cowardyse : Thomas Hoccleve's peace strategy », *Medium Aevum* 73/2, 2004, p. 306-323.

27. Une traduction de cette première partie est à paraître dans le recueil *Dialogues et résistances : une anthologie de textes anglais de la fin du Moyen Âge*, trad. Aude Mairey et Stephen Morrison.

qu'il ne gagne pas correctement sa vie et qu'il est inquiet pour ses vieux jours. Le vieil homme tente de le réconforter, et ce dialogue devient le lieu d'une réflexion sur nombre de sujets politiques, sociaux et aussi religieux. Finalement, le vieil homme conseille au narrateur d'écrire un miroir pour le prince Henry qui saura, dit-il, l'écouter. Une des caractéristiques de ce texte est donc l'imbrication constante entre d'une part les préoccupations individuelles du narrateur, marquées par son angoisse qui le conduit à écrire un texte qui est autant une forme de pétition pour son prince qu'un miroir, et d'autre part ses préoccupations constantes pour le bon gouvernement. Et cette imbrication rejaillit sur la vision de la royauté elle-même : un prince est aussi un individu, même s'il doit largement se dépasser. Nous sommes en plein dans la conception médiévale du *regimen*, c'est-à-dire le gouvernement de soi et des autres, telle que l'a définie Michel Senellart dans son ouvrage sur *Les arts de gouverner*²⁸ : gouvernement des âmes et des consciences, gouvernement d'une maison ou d'un État, gouvernement de soi-même, tout ce qui se ramène à la manière de diriger la conduite des hommes. Ces conceptions sont mises en œuvre par Hoccleve de manière très subtile, ce dernier oscillant sans cesse entre les statuts humain et royal du prince. On est loin de l'application grossière d'un discours de légitimation, certes présent, mais complexe et largement nuancé. Or, le *Regement* a connu une grande popularité au xv^e siècle : près de cinquante manuscrits subsistent, dont la plupart étaient en possession de membres de la noblesse, mais aussi de la *gentry* et des élites urbaines. La réception du texte suggère bien qu'il y a là constitution d'un véritable dialogue politique, dans un langage nuancé.

Cette remarque me conduit à un dernier ensemble problématique, qui porte sur l'efficacité de ces langages. Celle-ci est d'abord liée, en effet, au problème de la réception de ces langages et des discours dans lesquels ils s'actualisent. Il faut entendre ici la réception, au sens large du terme, c'est-à-dire incluant aussi bien la question de la compréhension que celle de l'adhésion ou de son contraire, le rejet. Il faut souligner que cette dernière est rarement aisée à évaluer, que ce soit pour les discours ou pour les rituels, y compris de la part de ceux qui participent au plus près à l'exercice du pouvoir. Cependant, les travaux de Hans Robert Jauss et de ses disciples sur la réception²⁹, bien qu'ils concernent au premier chef la sphère littéraire, ont stimulé la recherche historique, même s'il reste encore beaucoup à faire. Cette question de la réception est également liée aux actions qui peuvent en résulter – et qui conduisent souvent en retour à modifier langages et discours.

Toutes ces questions se posent dans de nombreuses sources, notamment des sources de la pratique et dans des sources littéraires, qui doivent, plus que jamais, être considérées comme des sources historiques à part

28. *Op. cit.*

29. H.-R. JAUSS, *Pour une esthétique de la réception*, trad. C. Maillard, Paris, 1978.

entière³⁰, et pas seulement des sources institutionnelles et normatives ou curiales et savantes. Il convient donc d'analyser les mécanismes de la constitution de ces langages, tout autant que le contenu des discours qu'ils véhiculent, dans ces différentes sources, en les croisant le plus possible. Mais il faut aussi s'interroger sur l'usage de ces langages – en particulier autour de la notion-clé de leur efficacité. Les articles présentés ici s'interrogent tous à des degrés divers sur l'articulation entre mécanismes de constitution, usages, réception et efficacité, et ce à différents niveaux de la société politique.

Les harangues de la bataille de l'Étendard étudiées par Xavier Storelli constituent un exemple précoce (première moitié du XII^e s.) et exceptionnel de discours vertical, dans la mesure où il est probable que ces harangues sont le reflet plus ou moins fidèle de discours réellement prononcés. Dans ce contexte, l'auteur tente de percevoir les mécanismes qui assurent leur succès, en l'occurrence la victoire. Les prophéties de Merlin sont pour leur part plutôt un exemple de discours horizontal. Elles constituent un outil de communication important, dans le cadre beaucoup plus large des langages prophétiques, très prégnants au Moyen Âge³¹ et elles sont l'exemple même d'une littérature qui n'est pas issue des centres du pouvoir – même si elles ont pu être récupérées par la suite – et qui ont touché une partie de la population bien éloignée de ces centres. Catherine Daniel s'interroge sur les mécanismes qui y président et sur leur efficacité, en posant notamment la question de la rumeur, outil politique redoutable s'il en est³². Pour ma part, j'envisage la constitution d'un langage politique commun – en anglais – de manière complexe et non linéaire, qui reflète autant qu'il nourrit la structuration et les évolutions politiques de la société anglaise à la fin du XIV^e et au XV^e siècle, dans un contexte particulièrement troublé.

Les deux autres articles décortiquent également ces notions et leur imbrication, tout en mettant l'accent sur une évolution fondamentale de l'articulation entre pouvoir et société politique dans la seconde moitié du XV^e siècle, c'est-à-dire la tendance à la restriction de cette dernière, non seulement en pratique, mais aussi en théorie, dans le contexte d'un absolutisme croissant. Cette tendance renvoie à un problème essentiel de ces dernières décennies du Moyen Âge : la question de la représentation du peuple (au sens large) par les élites et l'absorption par ces dernières de cette notion de représentation. Pour l'Angleterre, John Watts a bien montré comment, à la fin du XV^e et au début du XVI^e siècle, les élites de la société politique restreignent les idées de

30. Sur ce point, je me permets de renvoyer à mon ouvrage *Une Angleterre entre rêve et réalité. Littérature et société en Angleterre au XIV^e siècle*, Paris, 2007.

31. Pour rester dans le domaine des prophéties politiques, voir par exemple L. A. COOTE, *Prophecy and Public Affairs in Later Medieval England*, York, 2000.

32. Voir par exemple C. GAUVARD, « Rumeur et stéréotypes à la fin du Moyen Âge », dans *La circulation des nouvelles au Moyen Âge*, Paris, 1994, p. 157-177 ; S. WALKER, « Rumour, sedition and popular protest in the reign of Henry IV », *Past and Present*, 166, 2000, p. 31-65.

communauté et de représentation de cette communauté en les confisquant à leur profit³³. Par là même, elles refondent leur alliance avec une royauté nouvellement incarnée par les premiers Tudors, qui se veut plus forte³⁴, après les tumultes de la guerre civile, également marqués par des révoltes. François Foronda s'interroge sur la circulation d'un langage politique entre les différents champs de forces du pouvoir castillan, et notamment sur la récupération de ce langage par les élites urbaines qui cherchent à s'imposer dans le cadre des rapports de force agitant le gouvernement castillan après l'accession au pouvoir de la dynastie des Trastamare, mais qui, en même temps, s'identifient de plus en plus aux élites gouvernantes. Massimo della Misericordia analyse pour sa part les débats au sein de la communauté de l'État milanais dans la seconde moitié du xv^e siècle, en utilisant les actes de la pratique produits par le gouvernement des Sforza et par les communautés rurales de la principauté. Il oppose en particulier les discours « républicains » de ces dernières au discours princier construit en grande partie sur leur rejet et leur manque d'*urbanitas*. Par là même, il pose le problème de la définition de la société politique milanaise, de sa représentation et de la restriction de plus en plus grande dont elle fait l'objet.

Ces quelques exemples ne couvrent évidemment pas, tant s'en faut, le champ des problématiques évoquées dans cette introduction. Ils suggèrent cependant la nécessité de prendre en compte les articulations entre les mécanismes de constitution des langages politiques des derniers siècles du Moyen Âge, les questions de leur réception et de leur efficacité. Cela implique de dépasser la seule analyse de contenu pour appréhender ces langages et leur fonctionnement dans leur totalité. Cela implique également un croisement de toutes les sources à disposition de l'historien, y compris d'ailleurs, ce que nous n'avons pu faire ici, des sources relevant de la culture visuelle, extrêmement importante pour toutes ces questions. Ce n'est qu'ainsi qu'il est possible de dépasser les frontières entre histoires politique, sociale et culturelle, pour envisager la société médiévale comme un tout possédant sa propre dynamique.

Aude MAIREY, CESCUM, UMR 6223, 24 rue de la Chaîne, BP 603,
F-86022 Poitiers Cedex

33. J. WATTS, « "Les communes" : le sens changeant d'un mot au cours du xv^e siècle », dans *La société politique à la fin du xv^e siècle*, op. cit., p. 197-216.

34. Si ce n'est « absolue », car il est difficile de parler d'absolutisme pour l'Angleterre.